



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association pour le Logement et l'Insertion Sociale des Jeunes de la Région Dijonnaise - URBANALIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association pour le Logement et l'Insertion Sociale des Jeunes de la Région Dijonnaise -
URBANALIS

4 Rue du Pont des Tanneries - 21000 Dijon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association pour le Logement et l'Insertion Sociale des Jeunes de la Région Dijonnaise - URBANALIS

4 Rue du Pont des Tanneries - 21000 Dijon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association URBANALIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association URBANALIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 28 mars 2024

KPMG SA

Sophie Py

Associée

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	13 103	13 103				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	722 425	242 173	480 252	494 701	14 449	2.92
	Installations techniques Matériel et outillage	3 432 399	3 075 178	357 221	370 385	13 164	3.55
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	1 517		1 517	1 517		
	Autres	307 445		307 445	304 425	3 020	0.99
Total I		4 476 889	3 330 454	1 146 435	1 171 027	24 593	2.10
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours				1 462	1 462	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	271 718	186 801	84 918	58 912	26 006	44.14
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	25 305		25 305	28 220	2 915	10.33
	Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	600 000	300 000	50.00
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 850 404		1 850 404	1 253 993	596 411	47.56
	Charges constatées d'avance (2)	10 730		10 730	7 218	3 512	48.66
Total II		2 458 157	186 801	2 271 357	1 949 804	321 552	16.49
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 935 046	3 517 255	3 417 791	3 120 832	296 959	9.52

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	2 258 810		1 922 188		336 622	17.51
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	373 821		336 622		37 199	11.05
	Situation nette (sous total)	2 632 631		2 258 810		373 821	16.55
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	124 233		129 376		5 144	3.98
	Provisions réglementées						
	Total I	2 756 863		2 388 186		368 677	15.44
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	40 685		80 168		39 483	49.25
	Total III	40 685		80 168		39 483	49.25
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	166		161		5	3.16
	Emprunts et dettes financières diverses	373 817		407 493		33 676	8.26
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	102 717		109 271		6 554	6.00
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	74 818		67 633		7 185	10.62
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	30 959		27 646		3 313	11.98
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	37 766		40 275		2 509	6.23
	Total IV	620 243		652 478		32 235	4.94
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 417 791		3 120 832		296 959	9.52

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	1 213 505		1 174 653		38 853	3.31
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	75 135		80 673		5 538	6.87
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	136 167		124 915		11 252	9.01
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	62 438		59 424		3 014	5.07
Total I	1 487 244		1 439 664		47 580	3.30
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	493 705		496 672		2 967	0.60
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	40 174		36 306		3 867	10.65
Salaires et traitements	316 908		325 213		8 305	2.55
Charges sociales	104 079		106 212		2 133	2.01
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	36 586		37 353		767	2.05
Dotations aux provisions	58 174		47 016		11 158	23.73
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	74 467		56 967		17 500	30.72
Total II	1 124 093		1 105 740		18 353	1.66
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	363 151		333 924		29 227	8.75

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation	20 425		3 996		16 429	411.12
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés			42		42	100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	20 425		4 038		16 387	405.80
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	15 353		13 522		1 831	13.54
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	15 353		13 522		1 831	13.54
2. Résultat financier (III-IV)	5 072		9 484		14 556	153.48
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	368 223		324 441		43 783	13.49
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	1 126		3 456		2 330	67.42
Sur opérations en capital	5 144		5 291		147	2.79
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 095		5 072		1 977	38.97
Total V	9 365		13 819		4 454	32.23
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			45		45	100.00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 767		1 592		2 175	136.55
Total VI	3 767		1 637		2 130	130.05
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	5 598		12 181		6 584	54.05
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	1 517 033		1 457 521		59 513	4.08
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 143 212		1 120 899		22 314	1.99
5. EXCEDENT OU DEFICIT	373 821		336 622		37 199	11.05

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 417 791.14 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 487 244.23 Euros et dégageant un excédent de 373 820.98 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION :

L'Association gère un bâtiment de 237 logements. Nous accueillons, logeons et accompagnons des jeunes âgés de 16 à 25 ans qui ont un projet professionnel en cours (formation ou stage rémunéré, volontaire en service civique, E2C, contrat d'engagement jeune de la Mission Locale, étudiant salarié, intérim, CDD ou CDI ...) Notre équipe d'animateurs assure des suivis individuels sur l'administratif et l'accès aux droits, l'entretien du logement, la gestion du budget ... et fait appel à des partenaires pour les problématiques que nous ne savons pas régler en interne (psychologiques, d'addictions ...) Ils organisent également des actions collectives sur divers thèmes tels que la culture et le lien social, la santé et le bien-être, la vie citoyenne et l'administratif. L'objectif est de permettre aux jeunes accueillis d'acquérir pendant leur séjour une autonomie et une stabilité financière, nécessaires à un relogement classique.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous assistons à une baisse des énergies en 2023 notamment en raison du décalage dans le versement du bouclier tarifaire mis en place en 2022 au bénéfice des résidences sociales qui ne peuvent répercuter la hausse des énergies sur la redevance payée par leurs résidents.

Le problème de prolifération des nuisibles dans notre établissement n'a malheureusement pas pu être enrayé après le traitement fait en 2022 dans l'ensemble du bâtiment. Nous avons donc contractualisé avec la société ECOLAB en 2023 afin de mettre en place une réelle stratégie de désinsectisation qui s'avère commencer à porter ses fruits en fin d'année. Des traitements massifs et réguliers doivent être mis en place pour être efficaces.

Nous avons élaboré en 2022 notre projet associatif. Le dispositif local d'accompagnement porté par le Pôle d'Economie Solidaire 21 avait financé l'intervention d'une consultante pour nous aider dans sa réalisation. En 2023, nous avons demandé à cette intervenante de nous accompagner à nouveau pour rédiger notre projet d'établissement 2024-2028. Le coût a été de 4 880 €.

L'enjeu majeur de l'association reste la réhabilitation de son bâtiment. En 2023, des études ont été réalisées sur la nécessaire rénovation énergétique et sur la restructuration des logements et des espaces collectifs. Plusieurs scénarios ont été imaginés et nous allons poursuivre les études techniques et financières en 2024.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	13 103		
Constructions sur sol propre	722 425		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	511 895		5 646
Installations générales agencements aménagements divers	2 892 303		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	21 373		3 328
TOTAL	4 147 996		8 974
Prêts, autres immobilisations financières	305 942		3 020
TOTAL	305 942		3 020
TOTAL GENERAL	4 467 041		11 993

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			13 103	13 103
Constructions sur sol propre			722 425	722 425
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			517 541	517 541
Installations générales agencements aménagements divers			2 892 303	2 892 303
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		2 146	22 555	22 555
TOTAL		2 146	4 154 824	4 154 824
Prêts, autres immobilisations financières			308 962	308 962
TOTAL			308 962	308 962
TOTAL GENERAL		2 146	4 476 889	4 476 889

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif on financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	13 103			13 103
Constructions sur sol propre	227 724	14 449		242 173
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	494 552	3 962		498 514
Installations générales agencements aménagements divers	2 540 802	17 260		2 558 063
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	19 832	915	2 146	18 601
TOTAL	3 282 910	36 586	2 146	3 317 351
TOTAL GENERAL	3 296 014	36 586	2 146	3 330 454

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	14 449				
Instal.techniques matériel outillage indus.	3 962				
Instal.générales agenc.aménag.divers	17 260				
Matériel de bureau informatique mobilier	915				
TOTAL	36 586				
TOTAL GENERAL	36 586				

Principales durées d'amortissements retenues :

Bâtiment Tanneries & réhabilitation-gros œuvre : 50 ans
 Réhabilitation - charpente, menuiseries extérieures : 20 ans
 Réhabilitation - chauffage, électricité, plomberie : 17 ans
 Remises aux normes, carrelages : 10 ans
 Mobilier : 10 ans
 Petit matériel : 5 ans
 Matériel informatique : 3 ans
 Logiciel : 1 an

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	1 922 188	336 622		0	2 258 810
Excédent ou déficit de l'exercice	336 622		37 199		373 821
Situation nette	2 258 810	336 622	37 199	0	2 632 631
Subventions d'investissement	129 376			5 144	124 233
TOTAL I	2 388 186	336 622	37 199	5 144	2 756 863

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	40 168	3 767	3 250		40 685
Gros entretien et grandes révisions	40 000		40 000		
TOTAL	80 168	3 767	43 250		40 685

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	209 762	58 174	81 135		186 801
TOTAL	209 762	58 174	81 135		186 801
TOTAL GENERAL	289 930	61 941	124 385		227 486
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		58 174	121 290		
exceptionnelles		3 767	3 095		

Variation des fonds propres :

Les subventions d'investissement sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation des fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	1 517		1 517
Autres immobilisations financières	307 445	299 912	7 533
Clients douteux ou litigieux	128 983	128 983	
Autres créances clients	142 735	142 735	
Personnel et comptes rattachés	55	55	
Débiteurs divers	25 249	25 249	
Charges constatées d'avance	10 730	10 730	
TOTAL	616 715	607 665	9 050

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	166	166		
Emprunts et dettes financières divers	373 817	62 278	148 173	163 366
Fournisseurs et comptes rattachés	102 717	102 717		
Personnel et comptes rattachés	28 366	28 366		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	41 403	41 403		
Autres impôts taxes et assimilés	5 049	5 049		
Autres dettes	30 959	30 959		
Produits constatés d'avance	37 766	37 766		
TOTAL	620 243	308 704	148 173	163 366
Emprunts remboursés en cours d'exercice	31 964			

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	23 649
Disponibilités	1 018
Total	24 667

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des produits à recevoir

	Montant
Prestation de service CAF	22 137
Divers	1 512
Banque	1 018
Total	24 667

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	166
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 537
Dettes fiscales et sociales	36 871
Autres dettes	11 432
Total	99 006

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	10 730
Total	10 730
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	37 766
Total	37 766

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention ville de Dijon	5 000
Etat-AGLS+SEGUR	49 326
Etat-FONJEP	14 214
Etat-ASP	6 595
Total	75 135

Rémunération des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle, elle n'est donc pas communiquée.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	2
Employés	8
Total	10

Valorisation des contributions volontaires

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivants : l'une des conditions suivantes devant être remplie ne l'est pas :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.
- L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	344 867
Total	344 867

Ville de Dijon : 172 433.50 €
Conseil Départemental : 172 433.50 €